

du parti libéral tournent en rond depuis une heure et vingt minutes, soit depuis que nous avons repris la discussion à huit heures...

**L'hon. M. Martin:** A cause de votre intransigeance.

**L'hon. M. Harkness:** ...en s'efforçant de tenir un débat général sur la défense et, en particulier, sur l'acquisition d'armes nucléaires. J'ai dit très nettement, clairement et simplement que ce n'était pas là une question à débattre dans le moment et que je n'avais l'intention de faire aucun énoncé de politique gouvernementale à ce propos. Les membres de l'opposition savent très bien que cette question relève de la politique générale du gouvernement...

**L'hon. M. Hellyer:** Elle est bien trop générale.

**L'hon. M. Harkness:** ...et que, dans le cadre de l'étude de ce crédit, il n'est pas question d'annoncer un changement à la politique du gouvernement qui a été exposée maintes et maintes fois ces derniers mois.

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur le président, le ministre a eu recours à sa tactique habituelle de chercher à éluder notre demande raisonnable de renseignements en disant que le crédit à l'étude n'a rien à voir à cette demande. Combien de fois devons-nous lui relire le crédit avant de lui faire comprendre qu'il prévoit la dépense de 31 millions pour du matériel aérien important? Quand il s'agit d'une dépense de cette envergure pour l'achat de matériel aérien important, nous avons bien le droit de chercher à savoir, il me semble, si cet équipement peut être utilisé efficacement. C'est là toute la question, monsieur le président, mais le ministre dit que ce n'est pas de cela qu'il s'agit et que nous n'allons pas commencer à parler de politique générale de défense ou de questions de cette nature.

Si nous nous intéressons à cette affaire, c'est surtout parce que le premier ministre a fait, en dehors de la Chambre, certaines déclarations qui ont trait à l'efficacité ou à l'utilisation de cet équipement. Il est évident que, dans son discours d'Edmonton, le premier ministre a voulu expliquer le changement de la politique fédérale, savoir que, pour le moment, le Canada n'obtiendrait pas d'ogives nucléaires pour équiper les avions dont nous parlons ce soir. Mais, pour rassurer notamment le ministre qui avait déclaré antérieurement que l'équipement n'avait aucune valeur sans les ogives nucléaires, le premier ministre s'est basé sur un rapport pour dire que les ogives pouvaient être livrées en une demi-heure ou une heure. C'est le rapport sur lequel le premier ministre s'est basé pour faire son

[L'hon. M. Harkness.]

exposé politique lors d'une réunion conservatrice, exposé très important qui est loin d'être étranger au crédit à l'étude.

Après avoir parlé du rapport, il a déclaré qu'on pouvait s'y fier dans une certaine mesure, c'est-à-dire que le rapport disait vrai, selon toute probabilité, qu'il était vraisemblable. Si c'est le cas et puisque le ministre l'affirme, n'avons-nous pas le droit de demander au ministre qu'il nous en dise, sur cette déclaration, plus long qu'il n'en a dit jusqu'ici?

Si l'on peut armer l'escadrille de Bomarcs de North-Bay, si le gouvernement décidait de l'armer d'ogives nucléaires en l'espace d'une heure, la situation serait alors bien différente et influencerait énormément sur toute notre politique de défense. Si l'on pouvait, en une heure, munir les F-101 Voodoos de ces armes, il y aurait une grande différence. Mais nous savons, tout comme le ministre, que cette déclaration est l'une des plus absurdes qui ait jamais paru dans le compte rendu. Nous lui demandons donc d'éclaircir l'affaire et d'admettre que la déclaration est absurde.

Évidemment, une partie de la somme qu'on nous demande d'approuver servira sûrement aux escadrilles de Bomarcs. Les deux escadrilles occupent une place vraiment stratégique dans le réseau de Bomarcs du continent. Elles ont été postées là où on sait, dans les Laurentides et à North-Bay, sans doute pour garder l'entrée du continent, vers l'État de New-York et ensuite la région de l'acier de Pittsburg et de Detroit. Si la ligne de défense des Bomarcs a une certaine utilité, et certains d'entre nous en doutent, mais si nous acceptons la position du gouvernement telle qu'elle a été énoncée, savoir qu'il s'agit d'un élément important de notre défense, ces deux escadrilles postées juste au milieu de cette chaîne de défense sont de première importance à cette défense. Le gouvernement canadien les a postées là après avoir discuté la question avec le gouvernement américain. Elles sont là maintenant, mais elles ne peuvent servir parce que l'équipement dont elles disposent n'est pas muni d'armes.

On nous demande de voter l'argent pour ces missiles sans savoir s'ils pourraient être utilisés en cas d'urgence parce que le gouvernement ne peut en arriver à une décision à l'égard de la façon dont ils seront armés. Quand nous pressons le ministre de nous donner des précisions sur ce point extrêmement important, il ne cesse de dire que nous ne discuterons pas de question de principe ce soir; il dit au Parlement: votez l'argent et nous déciderons plus tard si cet équipement pourra être utilisé. Voilà l'attitude que le gouvernement nous a demandé d'accepter ce soir.

**L'hon. M. Churchill:** Voteriez-vous contre?